

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité –Travail- Progrès

Ministère des Finances

**EXPOSE DES MOTIFS DU
PROJET DE LOI DE
REGLEMENT POUR
L'ANNEE BUDGETAIRE
2019**

Le présent document expose les résultats de l'exécution du budget général de l'Etat et des comptes spéciaux du trésor au titre de l'année 2019. Il s'articule autour des points suivants :

- Contexte de l'exécution du budget
- Présentation des prévisions budgétaires
- Résultats d'exécution du budget général de l'Etat
- Résultats d'exécution des Comptes Spéciaux du Trésor

I-CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

1.1. Environnement économique international, régional et sous régional

Au plan international, l'activité économique en 2019 a connu un ralentissement en s'établissant à 2,9%. Ce taux dénote un recul par rapport à l'année 2018 (3,6%), année au cours de laquelle l'économie mondiale connaissait un redressement. Le tassement de la croissance est la conséquence des obstacles au commerce, de l'incertitude accrue qui entoure les échanges commerciaux et la situation géopolitique ; des facteurs spécifiques qui causent des tensions macroéconomiques dans plusieurs pays émergents et des facteurs structurels, dont une faible productivité et un vieillissement de la population dans les pays avancés.

Au plan régional, notamment en Afrique subsaharienne, la croissance s'établit à 3,1% en 2019. Cependant, la reprise attendue est plus lente que prévu pour environ deux tiers des pays de la région, en partie à cause d'une conjoncture extérieure difficile. La croissance devrait demeurer vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles, en avoisinant en moyenne 6%.

En 2019, la croissance économique au Nigeria, entrée en léthargie depuis quelques années a enregistré une légère reprise, passant de 1,9% en 2018 à 2,2% en 2019.

Dans les pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a été dynamique depuis le début de l'année 2019. Le taux de croissance économique de l'Union est ressorti à 6,7% en 2019 contre 6,8% en 2018.

Le taux d'inflation en 2019 est resté modéré dans la plupart des pays, en deçà de la norme communautaire de 3%, suite principalement à la disponibilité des produits de base.

1.2. Environnement économique national

Au niveau national, la situation économique récente est marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2017-2021 et celle du Programme Économique et Financier 2017-2020, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

Le taux de croissance réel en 2019 est estimé à 5,9% contre 7,2% en 2018. Cette décélération est imputable à celle de l'activité du secteur secondaire.

Le niveau des prix s'est globalement inscrit dans une dynamique baissière au cours de l'année 2019. Cette tendance s'explique en grande partie par celle des prix des produits alimentaires, consécutive à la bonne tenue de la campagne agricole 2018/2019 et aux mesures prises par le Gouvernement pour stabiliser les prix, notamment en période de soudure (cash for work, vente des céréales à prix modéré, distribution gratuite des vivres aux plus démunis).

En glissement annuel (décembre 2019 par rapport à décembre 2018), l'inflation est ressortie à -2,3%. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à -2,5% en 2019 contre 2,7% en 2018. Sur la période 2017-2019, le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 0,1%, largement en dessous de la norme maximale communautaire de 3% fixée par la Commission de l'UEMOA dans le cadre du suivi des critères de convergence.

Le tableau ci-après donne la situation des critères entre 2018 et 2019.

Tableau 1 : état des critères de convergence 2018 et 2019

Critères de convergence de la zone UEMOA	Normes communautaires	2018	2019
<u>Critères de premier (1er) rang :</u>			
Ratio du solde budgétaire global avec dons (en % du PIB)	$\geq -3\%$	-3,00%	-3,60%
Taux d'inflation en moyenne annuelle (variation en moyenne annuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation base 2014)	$\leq 3\%$	2,70%	-2,50%
Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure / PIB	$\leq 70\%$	35,40%	39,50%
<u>Critères de second (2nd) rang:</u>			
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	$\leq 35\%$	34,70%	36,00%
Taux de pression fiscale (= Recettes fiscales / PIB)	$\geq 20\%$	11,10%	10,30%

Le contexte économique au cours de l'année 2019 a été marqué par des chocs exogènes en particulier les chocs climatiques, les chocs sécuritaires, la volatilité des cours des matières premières, etc.

Ces différents chocs ont eu pour conséquences :

- une hausse importante des dépenses publiques, notamment les dépenses de sécurité et celles liées à la sécurité alimentaire consécutive à la prise en charge des personnes déplacées pour des raisons de conflits ou des catastrophes naturelles ;
- une réduction des recettes intérieures du fait de la baisse des cours des matières premières, de la fermeture de certaines sociétés ainsi que de l'inaccessibilité de certaines zones pour des raisons de conflit.

Pour pallier ces difficultés, le Gouvernement a axé ses efforts autour de l'amélioration de l'environnement social, de la conjoncture économique au niveau national, de la situation sécuritaire et une mobilisation conséquente des ressources extérieures.

Les développements qui suivent présentent l'exécution du budget de l'Etat de l'année 2019 à travers le rappel des prévisions budgétaires, la situation de l'exécution du budget et les résultats atteints. Il convient de rappeler qu'il s'agit du deuxième budget préparé et exécuté en mode budget programme, conformément à la loi organique relative aux lois de finances.

II - PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL

Le budget de l'Etat est composé du budget général de l'Etat et des Comptes Spéciaux du Trésor.

2-1 : Budget général de l'Etat

Le budget général de l'Etat 2019 a été initialement arrêté à un montant total de 2.050,76 milliards. Il a connu deux rectifications.

La première rectification a rehaussé le budget initial de 106,55 milliards pour l'établir à 2.157,31 milliards. Elle a consacré particulièrement la prise en compte des ressources internes d'un montant de 4,2 milliards, constitué des dividendes de la BCEAO et des ressources externes d'un montant de 102,35 milliards.

Les ressources additionnelles ont permis essentiellement de couvrir les dépenses relatives aux charges de la dette, à la sécurité alimentaire, des investissements dans la sécurité, les infrastructures, aux pécules des contractuels.

La deuxième rectification du budget l'a accru de 117,06 milliards par rapport à la première rectification, pour l'arrêter à 2.274,36 milliards. Elle est justifiée par la prise en compte des ressources externes additionnelles obtenues dans le cadre de la coopération financière internationale et des recettes exceptionnelles.

Ces ressources ont été principalement destinées à la prise en charge des dépenses relatives à la dette publique, au paiement des contributions aux organisations internationales, à la prise de participation au capital de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique, aux routes, aux investissements dans la sécurité.

Au total, le budget initial a connu une augmentation, en recettes et en dépenses de 223,61 milliards.

Le tableau qui suit donne l'évolution des prévisions des ressources et des dépenses du budget général de l'Etat 2019.

Tableau 2 : Données prévisionnelles du budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

Nature des recettes	Loi de finances initiale (LFI)	Première Loi de finances rectificative (LFR1)	Deuxième Loi de finances rectificative (LFR2)	Var LFR2-LFI
1 - Ressources				
12. Dons projets et Legs	453,20	509,30	572,80	119,60
14. Emprunts obligataires	179,45	179,45	179,45	0,00
15. Emprunts projets	210,50	210,50	210,50	0,00
16. Emprunts budgétaires	79,00	125,25	176,21	97,21
70. Vente de produits et services	5,60	5,60	5,60	0,00
71. Recettes fiscales	1 071,89	1 071,89	1 071,89	0,00
72. Recettes non fiscales	26,14	30,34	30,34	4,20
75. Recettes exceptionnelles	22,99	22,99	25,59	2,60
77. Produits Financiers	2,00	2,00	2,00	0,00
Total ressources	2 050,76	2 157,31	2 274,36	223,61
2 - Dépenses				
1. Dette publique	290,76	374,46	446,42	155,66
2. Dépenses de personnel	284,74	284,74	284,74	0,00
3. Biens et services	124,41	116,37	120,91	-3,51
4. Transferts et subventions	243,61	253,10	257,96	14,35
5. Investissements	1 107,24	1 128,64	1 164,34	57,10
Total dépenses	2 050,76	2 157,31	2 274,36	223,61

2-2 Budgets des Comptes Spéciaux du trésor (CST)

Les prévisions des recettes et des dépenses des comptes spéciaux du trésor inscrites dans la loi de finances initiale s'établissaient à un montant total de 25,07 milliards. Ces prévisions n'ont pas connu de modifications au cours de l'année.

Elles sont réparties, par compte spécial, conformément au tableau 3 ci-après.

Tableau 3: Prévisions budgétaires des CST (en FCFA)

Intitulé Programme	Montant
Magasin sous douane	294 972 913
Fonds Spécial d'Etudes et de Contrôle	181 500 000
Fonds National de Retraite	17 100 000 000
Fonds de développement du Tourisme	200 000 000

Fonds de l'Energie	1 700 000 000
Fonds National du Développement du Sport	400 000 000
Fonds d'Investissement pour le Développement	5 200 000 000
TOTAL CST	25 076 472 913

III RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

L'exécution du budget général de l'Etat 2019, en recettes et en dépenses, s'est établie comme suit :

3.1 Exécution des recettes du budget général de l'Etat

A fin décembre 2019, les recettes du budget général de l'Etat ont été réalisées à hauteur de 1.969,68 milliards pour des prévisions annuelles de 2.274,36 milliards, soit un taux de réalisation de 86,60%.

Le tableau qui suit présente le niveau de réalisation des recettes par grandes catégories :

Tableau 4 : Niveau de réalisation des recettes du budget général de l'Etat (en milliards de FCFA)

Article	Libellé	Prévisions finales	Réalisations	Taux de réal.
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	572,80	459,02	80,14%
	<i>dont: Aides projets</i>	339,34	253,37	74,67%
	<i>Aides budgétaires</i>	233,46	205,66	88,09%
15	Tirages sur emprunts projets	210,50	167,69	79,66%
16	Emprunts programmes	176,21	130,16	73,87%
	Total ressources extérieures	959,51	756,87	78,88%
2- Ressources de financement				
14	Obligations du Trésor	179,45	183,49	102,25%
	Total obligations du Trésor	179,45	183,49	102,25%
3 - Ressources internes				
70	Vente de produits et services	5,60	4,96	88,67%
71	Recettes fiscales	1 071,89	960,13	89,57%
72	Recettes non fiscales	30,34	22,68	74,77%
75	Recettes exceptionnelles	25,59	41,38	161,72%
77	Produits financiers	2,00	0,17	8,27%
	Total ressources internes	1 135,41	1 029,32	90,66%
	TOTAL GENERAL	2 274,36	1 969,68	86,60%

3.1.1 Ressources extérieures

En 2019, le montant total mobilisé auprès des partenaires techniques et financiers s'établit à 756,87 milliards pour des prévisions annuelles de 959,51 milliards, soit un taux de réalisation de 78,88%. Les ressources extérieures, composées des dons et legs et des emprunts extérieurs, représentent 38,43% des réalisations totales des recettes.

3.1.1.1 Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets et des aides budgétaires. Ils ont été réalisés à hauteur de 459,02 milliards, pour des prévisions de 572,80 milliards, soit un taux de mobilisation de 80,14%. Les aides projets, communément appelées aides non remboursables (ANR), enregistrent un niveau de décaissement de 253,37 milliards, pour des prévisions annuelles de 339,34 milliards, soit un taux de réalisation de 74,67%. Ce taux reflète le niveau d'intégration dans la chaîne de dépenses des données collectées auprès des partenaires techniques et financiers.

Les aides budgétaires enregistrent un niveau de réalisation de 205,66 milliards, pour des prévisions annuelles de 233,46 milliards soit un taux de réalisation de 88,09%.

3.1.1.2 - Emprunts

Les emprunts comprennent les tirages sur emprunts projets et les emprunts programmes. Le montant total mobilisé est de 297,85 milliards pour des prévisions de 386,71 milliards, soit un taux de réalisation de 77,02%.

Les tirages sur emprunts projets, qui sont des concours remboursables destinés au financement des projets et programmes de développement, ont accusé un niveau de réalisation de 167,69 milliards pour des prévisions annuelles de 210,50 milliards, soit un taux de 79,66%. Ce niveau de réalisation est le reflet de la disponibilité des données financières d'exécution des projets, collectées auprès des partenaires techniques et financiers.

Les emprunts programmes, constitués des appuis directs au budget sous forme de prêts, ont connu un niveau de mobilisation de 130,16 milliards sur un montant total prévisionnel annuel de 176,21 milliards, soit un taux de réalisation de 73,87%.

Le montant total des emprunts mobilisés qui s'élève à 297,85 milliards représente 15,12% de recettes totales mobilisées.

3.1.2 Obligations du trésor

Les produits des obligations du trésor ont connu une réalisation de 183,49 milliards pour des prévisions annuelles de 179,45 milliards de francs, soit un taux de réalisation de 102,25%. Ces produits ont été levés sur le marché financier de l'UEMOA. Les produits des obligations du trésor représentent 9,32% des recettes totales mobilisées.

3.1.3 Recettes internes

Les recettes internes du budget général de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales et des recettes exceptionnelles.

En 2019, le montant total des recouvrements des recettes internes a atteint 1.029,32 milliards sur des prévisions de 1.135,41 milliards, soit un taux de réalisation de 90,66%. Les ressources internes représentent 52,27% des recettes totales réalisées.

Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau 5 : Niveau de réalisation des recettes internes de l'Etat (en milliards de FCFA)

PARAG.	LIBELLES	Prévisions finales	Réalisation	Taux
70-Ventes de produits et services				
701	Ventes de produits	0,03	0,05	187,53%
702	Ventes de prestations de services	5,57	4,91	88,18%
	Total 70	5,60	4,96	88,67%
71 - Recettes fiscales				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital	147,29	117,20	79,58%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	53,18	58,46	109,93%
713	Impôts sur le patrimoine	38,69	28,50	73,67%
714	Autres impôts directs	1,29	1,02	78,73%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	381,29	345,57	90,63%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	27,44	40,76	148,57%
717	Droits et taxes à l'importation	328,13	290,80	88,62%
718	Droits et taxes à l'exportation	57,86	50,18	86,72%
719	Autres recettes fiscales	36,72	27,64	75,25%
	Total 71	1 071,89	960,13	89,57%
72 - Recettes non fiscales				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	17,11	13,57	79,35%
722	Droits et frais administratifs	6,31	5,41	85,67%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	6,48	3,44	53,06%
729	Autres recettes non fiscales	0,44	0,26	59,71%
	Total 72	30,34	22,68	74,77%
75 - Recettes exceptionnelles				
751	Remises et annulations de dette	7,91	6,92	87,43%
759	Autres recettes exceptionnelles	17,68	34,47	194,95%
	Total 75	25,59	41,38	161,72%
77-Produits financiers				
772	Intérêts sur les dépôts à terme	2,00	0,17	8,27%

	Total 77	2,00	0,17	8,27%
	Total des ressources internes	1 135,41	1 029,32	90,66%

3-1.3.1 Recettes fiscales

Le montant total réalisé en 2019 au titre des recettes fiscales a atteint 960,13 milliards, pour des prévisions annuelles de 1.071,89 milliards, soit un taux de réalisation de 89,57%.

Les recettes fiscales représentent 93,28% du montant total des recettes internes recouvrées et 48,75% du total des recettes.

Le recouvrement de ces recettes est assuré par la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Douanes (DGD).

Au niveau de l'administration douanière, les faits ci-après ont caractérisé les actions de recouvrement au cours de l'année 2019 :

- le ralentissement des activités des sociétés minières (COMINAK et SOMAIR) ;
- le faible effet de l'application de la valeur seuil ;
- la hausse des exonérations et des Ordres de Paiement (OP), en lien avec l'importation du matériel de sécurité et les travaux sur financement extérieur ;
- la fermeture de la frontière avec le Nigéria.

Au niveau de la DGI, la mobilisation des recettes a été marquée, entre autres, par les faits ci-après :

- les retombées des contrôles exercés, notamment au niveau des grandes sociétés ;
- la suppression de la TVA pour les sociétés minières ;
- le ralentissement des activités commerciales dans les zones affectées par l'insécurité.

3-1.3.2 Recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvré en 2019 s'élève à 22,68 milliards pour des prévisions annuelles de 30,34 milliards, soit un taux de réalisation de 74,77%.

3.1.3.3 Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvrées par la DGTCP. Elles ont connu un taux de réalisation de 161,72%, représentant 41,38 milliards pour des prévisions annuelles de 25,59 milliards.

3-2- EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

En 2019, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 1.893,98 milliards, pour des prévisions annuelles de 2.274,36 milliards, soit un taux d'exécution de 83,28%.

Le tableau qui suit donne l'exécution des dépenses par catégorie.

Tableau 6: Niveau d'exécution des dépenses du budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

Catégorie	Libellé	Crédits votés	Ordonnancement	Taux d'exécution
1	Dettes publiques	446,42	278,26	62,33%
2	Dépenses de personnel	284,74	294,25	103,34%
3	Achat de biens et services	120,91	92,67	76,65%
4	Subvention et transferts courants	257,96	260,93	101,15%
5	Investissements exécutés par l'Etat, dont	1 164,34	967,87	83,13%
	Projets financements ANR	333,74	263,05	78,82%
	Projets financements emprunts	210,50	167,88	79,75%
	Financement trésor	620,10	536,93	86,59%
	TOTAL BUDGET	2 274,36	1 893,98	83,28%

L'exécution par grandes catégories des dépenses du budget général de l'Etat se présente comme suit :

3-2.1 Amortissement et charges de la dette publique

Les dépenses relatives à la dette publique s'élèvent à 278,26 milliards pour des prévisions de 446,42 milliards, soit un taux de 62,33%.

3-2.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. Le niveau d'exécution des dépenses de personnel a atteint 103,34%. En effet, sur des prévisions annuelles de 284,74 milliards, les réalisations ont atteint 294,25 milliards. Le dépassement est consécutif à la prise en charge des incidences financières, des nouveaux recrutements dans les secteurs de l'éducation, de la sécurité et des régions financières.

3-2.3 Dépenses d'achats de biens et services

Les dépenses d'achats de biens et services relèvent du fonctionnement courant de l'administration. Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint 92,67 milliards pour des prévisions annuelles de 120,91 milliards, soit un taux d'exécution de 76,65%.

3-2.4 Subventions et transferts courants

Les dépenses de subventions et transferts s'établissent à 260,93 milliards soit un taux de réalisation de 101,15% par rapport aux prévisions de 257,96 milliards. Ce léger dépassement s'explique par la prise en charge des péculs des contractuels de l'éducation. Il faut rappeler que les crédits destinés aux péculs sont évaluatifs.

3-2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat

Les dépenses d'investissements de l'Etat sont constituées de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes. En 2019, le montant total réalisé a atteint 967,87 milliards sur des prévisions annuelles de 1.164,34 milliards, soit un taux d'exécution de 83,13%.

Les investissements de l'Etat sont financés, soit sur ressources propres, intégrant les PPTTE et les dépenses fiscales, soit sur ressources extérieures constituées des Aides Non Remboursables (ANR) et des emprunts.

Le tableau qui suit donne le détail des réalisations par source de financement.

Tableau 7: Niveau d'exécution des dépenses d'investissement (en milliards de FCFA)

Libellé	Crédits votés	Mandatements	Taux d'exécution
1 - Investissements sur ressources propres			
Investissements projets et programmes	334,30	304,42	91,06%
Contrepartie aux projets et programmes	14,51	6,89	47,48%
Investissements administration	272,36	224,19	82,31%
Investissements PPTTE	2,25	1,44	64,02%
S/Total 1	623,42	536,93	86,13%
2 - Investissements sur ressources extérieures			
Projets financements ANR	330,42	263,05	79,61%
Projets financements emprunts	210,50	167,88	79,75%
S/Total 2	540,92	430,94	79,67%
TOTAL BUDGET	1 164,34	967,87	83,13%

3.3 Résultat d'exécution du budget général de l'Etat

Le budget général de l'Etat 2019 a été exécuté :

- en recettes, au montant total des recouvrements de **1.969.682.538.142 FCFA**, conformément à la répartition qui en est donnée à l'état E annexé à la présente loi ;
- en dépenses, au montant total des mandatements de **1.893.984.854.299 FCFA**, conformément à la répartition qui en est donnée à l'état F annexé à la présente loi.

Il ressort un excédent des ressources sur les mandatements de **75.697.683.843 FCFA**.

IV - RESULTAT D'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En 2019, les recettes et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor ont été exécutées respectivement pour un montant total de 21,33 milliards et 31,29 milliards. Il se dégage ainsi un résultat déficitaire de 9,96 milliards. Ce déficit est essentiellement imputable au Fonds National de Retraite (8,73 milliards). En ce qui concerne le Fonds d'Investissements pour le Développement, il est enregistré un

déficit de 1,4 milliard compensé par le solde d'entrée positif résultant des exercices antérieurs. Par contre les autres CST accusent au total un excédent de 0,16 milliard.

Le tableau qui suit présente les résultats des budgets de chaque compte spécial du trésor.

Tableau 8: Recettes et dépenses des comptes spéciaux du Trésor (en FCFA)

Intitule	Crédit voté	Recettes	Dépenses	Résultat	
				Excédent	Déficit
Magasin sous douane	294 972 913	43 575 370	0	43 575 370	
Fonds Spécial d'Etudes et de Contrôle	181 500 000	10 427 799	7 656 173	2 771 626	
Fonds National de Retraite	17 100 000 000	17 163 083 104	25 895 997 268		-8 732 914 164
Fonds de développement du Tourisme	200 000 000	305 457 066	187 642 346	117 814 720	
Fonds de l'Energie	1 700 000 000		0	0	
Fonds National du Développement du Sport	400 000 000		0	0	
Fonds d'Investissement pour le Développement	5 200 000 000	3 803 022 321	5 199 999 995		-1 396 977 674
Total général	25 076 472 913	21 325 565 660	31 291 295 782	164 161 716	-10 129 891 838

CONCLUSION

Au titre de l'année 2019, les montant total des réalisations des recettes du budget général de l'Etat et des comptes spéciaux du trésor s'élève à mille neuf cent quatre-vingt-onze milliards huit millions cent trois mille huit cent deux (1.991.008.103.802) FCFA, contre des dépenses de mille neuf cent vingt-cinq milliards deux cent soixante-seize millions cent cinquante mille quatre-vingt-un (1.925.276.150.081) FCFA.

Il ressort un résultat positif de soixante-cinq milliards sept cent trente un millions neuf cent cinquante-trois mille sept cent-vingt-un (65.731.953.721) FCFA.

Le tableau qui suit donne la répartition des résultats par budget.

Tableau 9: Répartition des résultats par budget (en milliards de FCFA)

BUDGET	RECETTES			DEPENSES			Résultats globaux
	Prévision	Exécution	Taux	Prévision	Exécution	Taux	
Budget Général de l'Etat	2 274,36	1 969,68	86,60%	2 274,36	1 893,98	83,28%	75,70
Comptes Spéciaux du Trésor	25,08	21,33	85,04%	25,08	31,29	124,78%	-9,97
TOTAL	2 299,44	1 991,01	86,59%	2 299,44	1 925,28	83,73%	65,73

Le niveau d'exécution du budget 2019 est appréciable malgré les difficultés liées à l'environnement international, régional et national tel que décrit plus haut. Ces

résultats ont été obtenus grâce notamment à la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques.

Le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de ces réformes, à travers les actions ci-après :

- l'amélioration du mécanisme d'exécution du budget, tenant compte des insuffisances constatées ;
- la mise en œuvre des dispositions légales restantes, afin de se conformer au cadre juridique communautaire en matière des finances publiques ;
- le renforcement des capacités des acteurs chargés de la préparation, de l'exécution et du suivi du budget à tous les niveaux ;
- la mise à jour des textes relatifs aux modalités d'exécution du budget ;
- la modernisation des procédures des régies financières et de la gestion de la dette ;
- l'amélioration du cadre de travail des agents.

Le Ministre des Finances

MAMADOU DIOP